

République Rwandaise

Ministère de l'Agriculture de l'Elevage
Division des Statistiques Agricoles



APERÇU SUR LA POLITIQUE CAFEICOLE
AU RWANDA

par

David Tardif-Douglin
Jean-Léonard Ngirumwami
Jim Shaffer
Anastase Murekezi
Théobald Kampayana

Décembre 1993

RÉSUMÉ

Le café a été, et reste aujourd'hui la principale source de devises pour le Rwanda. Afin d'assurer un niveau satisfaisant de production du café et des revenus d'exportation, les décideurs des politiques ont depuis bien longtemps adopté une approche qui rémunérerait bien les agriculteurs pour leur café mais cette option continue à limiter beaucoup leurs choix une fois devenus caféiculteurs.

En effet, le débat politique consiste actuellement à savoir si la réglementation en vigueur depuis juin 1978 relative à la culture du café couplée vraisemblablement avec le problème des subsides ne pourraient pas être supprimés ou modifiés dans le but d'alléger le fardeau au gouvernement rwandais d'une part, et aux agriculteurs de ne pas continuer à les priver de la liberté de choisir leurs propres spéculations agricoles sans toutefois occasionner une chute prononcée des afflux de devises d'autre part.

La Division des Statistiques Agricoles (DSA) possède une banque de données intéressante à partir de laquelle on peut tirer des informations pertinentes susceptibles d'éclairer ce débat. L'analyse de ces données suggère entre autres qu'au prix officiel actuel du café parche (115 Frw/Kg), très peu d'agriculteurs arracheraient leurs caféiers et que l'impact sur la production globale serait très faible. Plus inquiétant cependant, c'est le fait que si un prix de marché non-subsventionné de 80 Frw/Kg avait été adopté en 1992, près de 33% des agriculteurs affirment qu'ils auraient arraché les caféiers n'eut été la réglementation ci-haut référée.

La même investigation indique aussi que les marchés domestiques aussi bien que les marchés extérieurs méritent une attention particulière si l'on veut mieux appréhender le désintéressement de certains agriculteurs vis-à-vis de la culture du café et l'accroissement exponentiel des déficits enregistrés dans le sous-secteur du café.

A cet effet, et sous l'angle de la prise de décision au niveau de l'agriculteur, le suivi du comportement des prix du café dans le temps par rapport aux prix des produits compétitifs locaux tels que les haricots, la banane, la patate douce et le manioc semble être une stratégie efficace. Sur le plan du marché extérieur, les prix nominaux mondiaux accusent une tendance nettement à la baisse avec cependant une grande variabilité dans ces prix.

Un autre élément à signaler est que rien ne garantit que les caféiculteurs pourront dépendre du pouvoir d'achat dérivé de la vente du café d'une année à l'autre. De la sorte, il faudrait s'orienter plus à l'étude de la stabilité de la disponibilité et des prix des denrées alimentaires auxquelles le caféiculteur aurait accès par le fruit de la vente de son café.

En ce qui concerne le volume des paiements déficitaires sur le café effectués comme portion du programme de stabilisation, ce volume a atteint un pic de 4 milliards de francs rwandais en 1990, l'année où la monnaie locale fut dévaluée.

D'autres résultats et les questions des politiques soulevées par cette analyse sont discutés à travers ce document de travail. Enfin, il y a lieu d'espérer que les études plus fouillées y apporteront toute la lumière nécessaire.

Aperçu sur la Politique Caféicole au Rwanda

La politique sur le café au Rwanda se trouve au carrefour. Dans le passé, le café était une source importante de devises. Il représentait souvent plus de 80% de toutes les entrées en devises en contribuant ainsi grandement à la satisfaction des besoins de ses producteurs. Depuis 1987 cependant, ce qui était initialement un programme de stabilisation bien pensé qui, parfois, taxant les agriculteurs (leur payant moins que le prix du marché), et d'autres fois les subsidiant pour qu'ils produisent du café, est devenu un programme de paiements déficitaires. Par conséquent, le Fonds d'égalisation du café s'est épuisé et les subsides au sous-secteur commencent à devenir une lourde contrainte sur le budget national. En supposant qu'après l'abrogation de la Convention Internationale sur le Café, les bas prix mondiaux du café au cours des 6 dernières années reflètent la réalité et qu'ils représentent donc le surplus réel de café sur le marché mondial, les décideurs doivent déterminer si le moment est propice pour adapter le marché intérieur aux nouvelles réalités.

La situation actuelle

Afin d'assurer un bon niveau de production du café et des revenus d'exportation, les décideurs rwandais se sont servis, pendant plusieurs années, d'une approche qui récompensait bien les caféiculteurs pour leur café mais qui limitait beaucoup leurs choix une fois devenus caféiculteurs. La récompense a été les prix relativement élevés pour le café qu'ils produisent et la protection contre les fluctuations des prix mondiaux.¹ La contrainte a été une réglementation de la culture des caféiers (Arrêté Ministériel n° 01/78 du 12 juin 1978) interdisant le déracinement des caféiers et l'association du café avec d'autres cultures et obligeant le producteur à faire de bons entretiens des caféiers, sous peine d'être frappé d'amendes.

La sagesse de cette approche a été récemment mise en question. Le débat politique est de savoir si cette réglementation et peut-être les subsides peuvent être supprimées ou changées de manière à alléger la charge de l'Etat Rwandais et à laisser aux agriculteurs la liberté de cultiver ce qu'ils veulent sans que cela entraîne en même temps une chute vertigineuse des entrées en devises. Il est à noter qu'il existe actuellement une forte tendance à l'assouplissement voire même à la suppression de cette contrainte réglementaire sur le café, essentiellement parce qu'elle n'est pas compatible avec la mouvance vers une plus grande liberté personnelle et une libéralisation du marché. Néanmoins, il n'est pas tout à fait clair que tous les éléments de la matrice des décisions des politiques concordent sur la procédure d'abolition de l'arrêté, si jamais il était aboli; et quelles peuvent en être les conséquences.

La Division des Statistiques Agricoles (DSA) possède des informations qui peuvent jeter quelque lumière sur ce débat. Les informations proviennent des études spéciales et de la collecte de données de routine sur le café et

¹ D'après "L'étude de la filière café au Rwanda: Première phase, rapport de l'expert en commercialisation et marketing," (Leblache, 1990, Annexe 2), les caféiculteurs rwandais sont parmi les caféiculteurs les mieux rémunérés du monde entier.

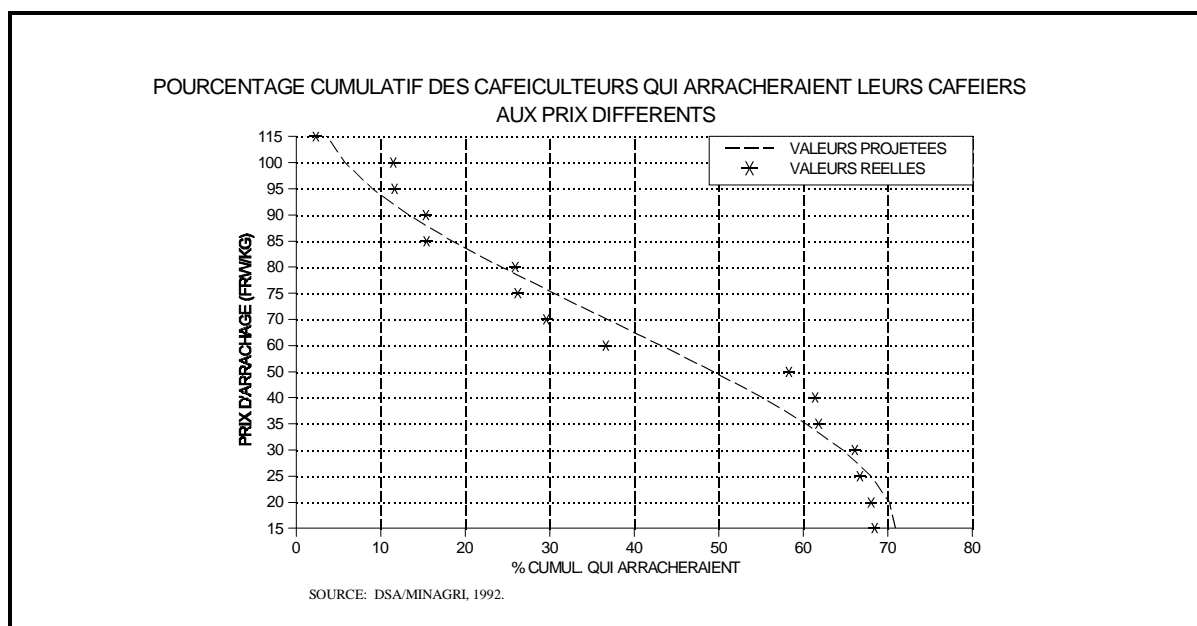


Figure 1: Pourcentage des caféiculteurs qui arracheraient leurs caféiers aux prix différents (1991/92)

autres produits agricoles. Elles sont basées sur un échantillon national de 1248 ménages agricoles dont un peu plus de la moitié sont des caféiculteurs. Des données particulièrement intéressantes pour les décideurs de politiques sont présentées au tableau 1 et à la figure 1. Ces données suggèrent qu'au prix officiel actuel du café (et au prix du marché du mois d'octobre 1993), très peu de producteurs de café arracheraient leurs caféiers et que l'effet global sur la production serait très minime. Plus troublant, cependant, est le fait qu'aux prix du marché qui prévalaient en 1992, près du tiers de tous les producteurs de café affirment qu'ils auraient arraché leurs caféiers n'eut été l'arrête ministériel sus-mentionné². Cela signifierait une réduction de 20% de la production à court et à moyen terme. Les revenus bruts en devises tomberaient considérablement, mais les revenus nets seraient affectés quelque

² Le prix non subventionné aurait été d'environ 80 francs rwandais par kilo de café parche. Ceci suppose que les coûts des intermédiaires restent stables et soient déduits de la valeur FOB Mombasa en francs rwandais et que le prix aux producteurs soit résiduel.

TABLEAU 1
ESTIMATION DE L'EFFET DES PRIX SUR LES PRODUCTEURS DE CAFE
ET SUR LA PRODUCTION DE CAFE AVEC OU SANS APPLICATION
DE L'ARRETE MINISTERIEL SUR LE CAFE

REACTION	SANS L'ARRETE*		AVEC L'ARRETE**	
	@ 115F/kg	@ 80F/kg***	@ 115F/kg	@ 80F/kg
Pct. des ménages arrachant	3	27	1	24
Pct. des ménages abandonnant	9	44	3	37
Pct. caféiers abandonnés	13	NA	NA	NA
Pct. caféiers arrachés	3	27	NA	NA
Pct. production perdue	3	20	NA	NA

Sources: Enquêtes cafés, Minagri/DSA; Prix: OCIR-Café.

* Enquête 1991/92. ** Enquête café supplémentaire 1993. NA = non applicable.

*** Ceci represente le prix non-subsventionné que le caféiculteur devrait recevoir au cours FOB Mombasa qui a prévalu pour l'année 1992, et au taux de change moyen pour la même période.

peu différemment selon les sources et l'allocation des subsides non dépensées.

Un indicateur de la presque non pertinence de la réglementation sur le café se reflète dans les colonnes 3 et 4, qui ne diffèrent des colonnes 1 et 2 que par un tout petit montant.

Comme on peut le voir au tableau 2, une des raisons pour lesquelles la production du café ne tomberait que d'un pourcentage légèrement plus petit par rapport au nombre d'arbres arrachés c'est que les agriculteurs susceptibles

TABLEAU 2
COMPARAISON DES CARACTERISTIQUES DES CAFEICULTEURS QUI SONT
LES PLUS ATTACHES ET LES MOINS ATTACHES A LA CULTURE DU CAFE*

Caractéristique	Plus Attachés	Moins attachés	Tous les caféiculteurs
Nbr. moyen d'ares/ménage	99.35	116.42	106.53
Nbr. d'ares cultivable/ménage	86.12	104.87	93.97
Nbr. d'ares cultivable/personne	16.35	18.87	18.12
Nbr. d'ares cultivés en caféiers/ménage			
Quantité moyenne de café produite (kg)/ménage 1990	65	41	58
Quantité moyenne de bananes produite (kg)/ménage 1990	2,323	3,893	2,799
Rend. moyen (gr.) café parche/arbre 1990	352	220	315
Pct. ajouté de caféiers depuis 6 ans	45	38	35
Pct. qui applique du fumier sur caféiers	7	21	10

Source: Minagri/DSA; 1990, 1991/92.

* Les caféiculteurs "plus attachés" sont ceux qui n'arracheraient pas leurs caféiers avant que les prix ne tombent en dessous de 80 FRW/kg, ou ne les arracheraient pas du tout, sous le cours de change et les conditions légales actuels. Les caféiculteurs "moins-attachés" pourraient arracher leurs caféiers au prix de 80 FRW/kg et aux prix supérieurs (parfois jusqu'au prix de 115 FRW/kg).

d'arracher sont aussi ceux dont les caféiers sont moins productifs. Cependant, il ne s'ensuit pas immédiatement que tous les agriculteurs des régions agricoles plus marginales seront plus amenés à arrêter la production du café.

Les agriculteurs des régions très productives où le café pousse bien mais où la banane donne mieux encore sont aussi susceptibles de considérer leur café assez négativement. En effet, le café pourrait produire relativement mieux dans quelques régions marginales que les cultures compétitives telle que la banane; et dans ce cas, le café peut être considéré favorablement. Le tout découle du facteur déterminant qui n'est rien d'autre que la productivité relative. Dans tous les cas, les agriculteurs les moins attachés à la culture du café tendent à avoir les exploitations les plus vastes (café et autres cultures), la plus grande répartition de terre par personne dans le ménage, et en substance, une plus grande production de bananes que les agriculteurs attachés à leur café. Les caféiculteurs les moins attachés au café cultivent

moins de café. Ils ont une moindre récolte par arbre; et ils ont été moins disposés à planter de nouveaux caféiers au cours des 6 dernières années.

Les deux facteurs qui ont le plus contribué au déficit du sous- secteur du café au cours des quelques dernières années sont la tendance vers des prix extrêmement bas sur le marché mondial et une surévaluation du taux de change du franc Rwandais par rapport au dollar américain, monnaie de dénomination des prix mondiaux du café. Les marchés intérieurs et extérieurs doivent être bien maîtrisés tous les deux si l'on veut appréhender le manque apparent d'intérêt de certains agriculteurs pour la production du café et l'augmentation subséquente de gigantesques déficits dans le sous-secteur du café.

Le marché interne

Le prix réel du café au Rwanda a baissé constamment au cours des années, à l'exception des fortes baisses de 1973 à 1975 et des fortes hausses de 1975 à 1977. Mais cette baisse a été autant la même pour les autres produits agricoles tels que les haricots (voir figure 2), ce qui suggère qu'en général les termes de l'échange évoluent contre les produits agricoles en faveur d'autres biens. Le plus important, du point de vue de la prise de décisions au niveau du paysan, c'est la tendance des prix du café par rapport aux prix des produits compétitifs.

Les figures 3 et 4 montrent, qu'à l'exception de la période extrêmement bonne pour le café (entre 1976 et 1980), un kilo de café coûtait sensiblement

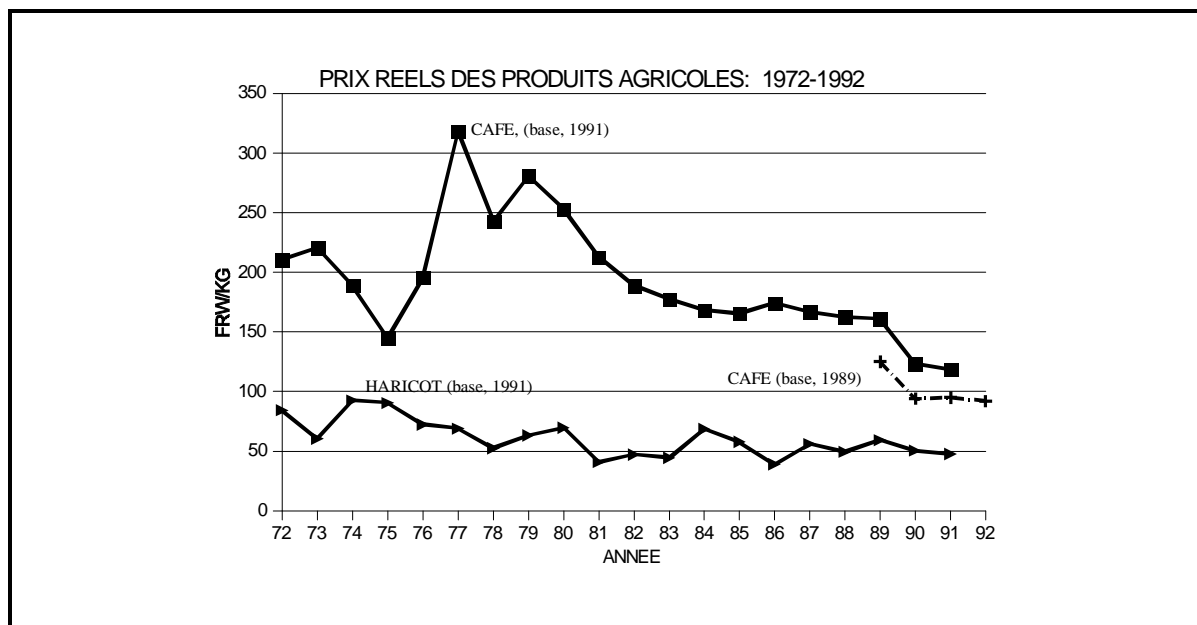


Figure 2: Prix réels des produits agricoles, 1972-1992

la même quantité des autres produits agricoles en 1991 qu'en 1972. Les termes de l'échange du café par rapport aux autres cultures de base sont restés remarquablement stables au cours des années. Ce ne sont donc pas les seuls

prix relatifs du café en tant que tels qui mènent certains producteurs de café à la faillite. Il y a lieu de croire que certains agriculteurs considèrent que le café est toujours profitable comparé aux autres entreprises agricoles.

Un autre aspect montré par les figures 3 et 4, cependant, c'est que les agriculteurs ne peuvent pas dépendre du pouvoir d'achat dérivé de la vente de leur café d'une année à l'autre. Le degré élevé de variabilité dans les prix

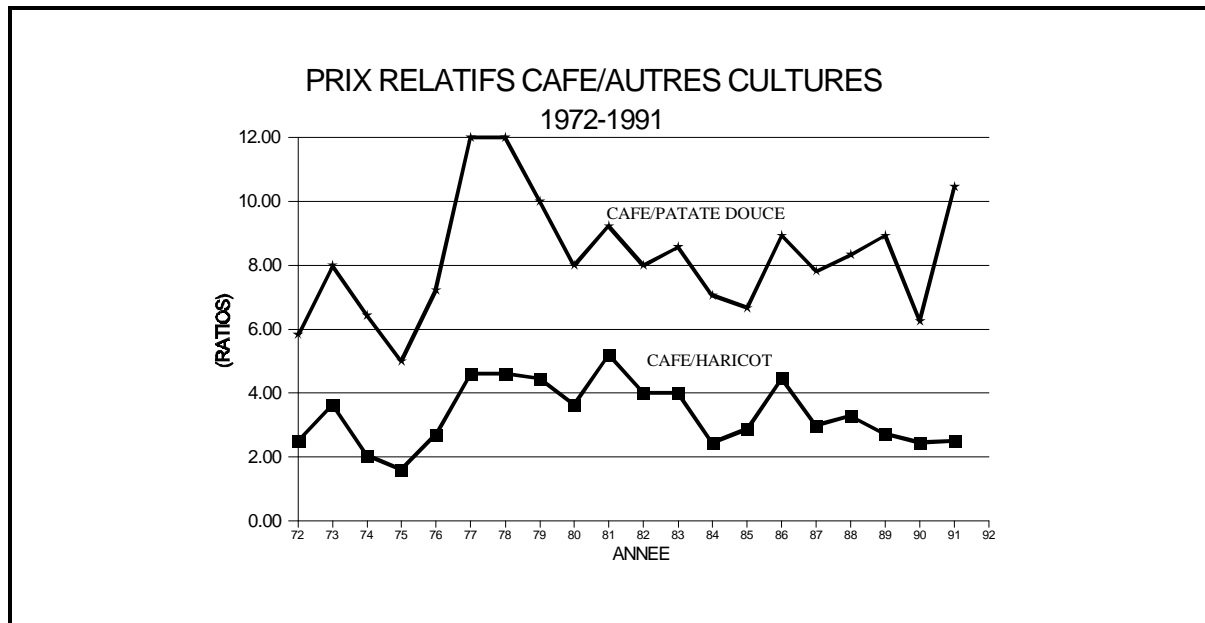


Figure 3: Prix relatifs café/autres cultures (haricots, patates douces) 1972-1992

du haricot, par exemple, signifie qu'au cours d'une année, un agriculteur peut acheter 4 kilos de haricots avec la vente d'un kilo de café et que l'année suivante il ne peut qu'en obtenir trois. Peut-être qu'au lieu de se concentrer sur les niveaux des prix du café, on devrait étudier plus la stabilité de la disponibilité et des prix des denrées alimentaires qui seraient achetées avec les recettes provenant de la vente de café (c.à.d. la stabilité du marché).

Le marché externe

Du point de vue des pays producteurs de café, la tendance des prix mondiaux au cours des 7 dernières années est inquiétante. Elle fournit aussi

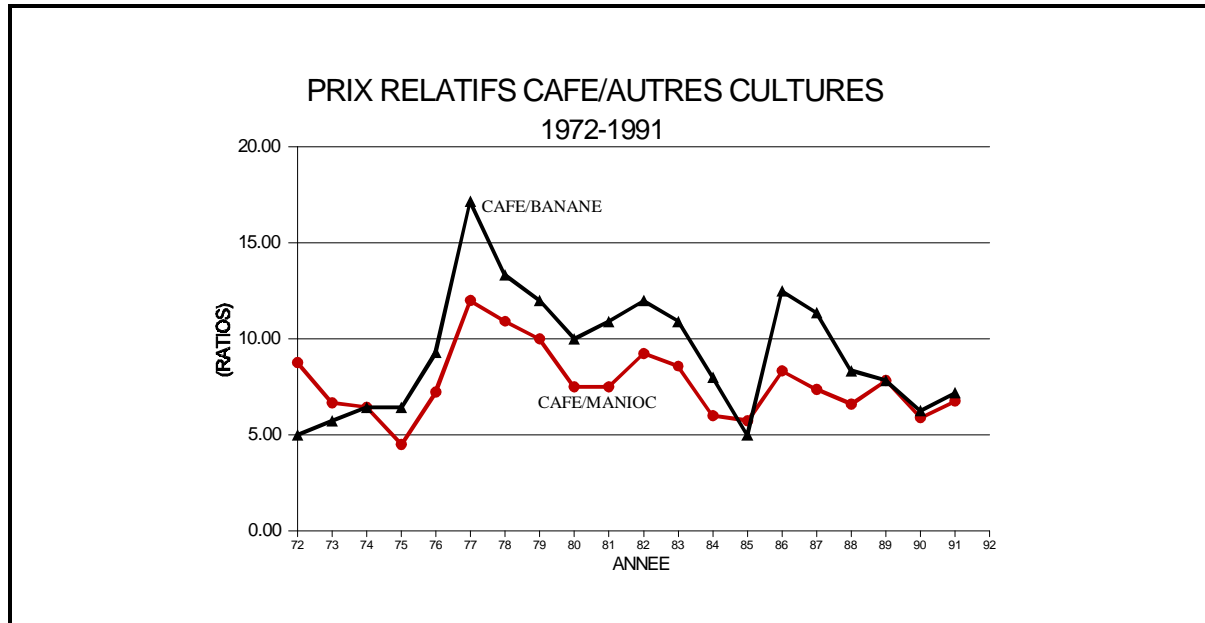


Figure 4: Prix relatifs café/autres cultures (bananes, manioc) 1972-1992

une preuve évidente que sans un Accord International sur le Café opérationnel par lequel les pays producteurs aident à réduire les ventes et à maintenir des prix artificiellement élevés, les prix sur le marché peuvent tomber et tomberont effectivement à un prix qui équilibre l'offre et la demande du marché. Les deux nouveaux accords, l'un entre les producteurs de café de l'Afrique, et l'autre au niveau mondial, pour réduire les livraisons pourraient très bien empêcher la dégringolade des prix mais ils sont peu susceptibles de les hausser substantiellement. Pour que ceci arrive, il faut que la production tombe au niveau plus bas. Malheureusement, la tendance à long terme dans les prix nominaux du café sur le marché mondial est descendante (les prix réels pourraient montrer une tendance descendante même plus aiguë à moins d'un rétablissement de l'Accord mondial à court terme entre pays producteurs et pays consommateurs de café).

Les figures 5 et 6 illustrent cette tendance clairement. La figure 5 présente graphiquement les prix nominaux mondiaux de 1950 à 1992.

Deux faits apparaissent immédiatement: la tendance est nettement à la baisse, mais il y a aussi une variabilité substantielle des prix. Il faut noter à propos qu'il y a eu deux périodes de hausse de prix extrêmement élevée, 1954 et 1977, la dernière hausse étant presque exclusivement due à des gelées

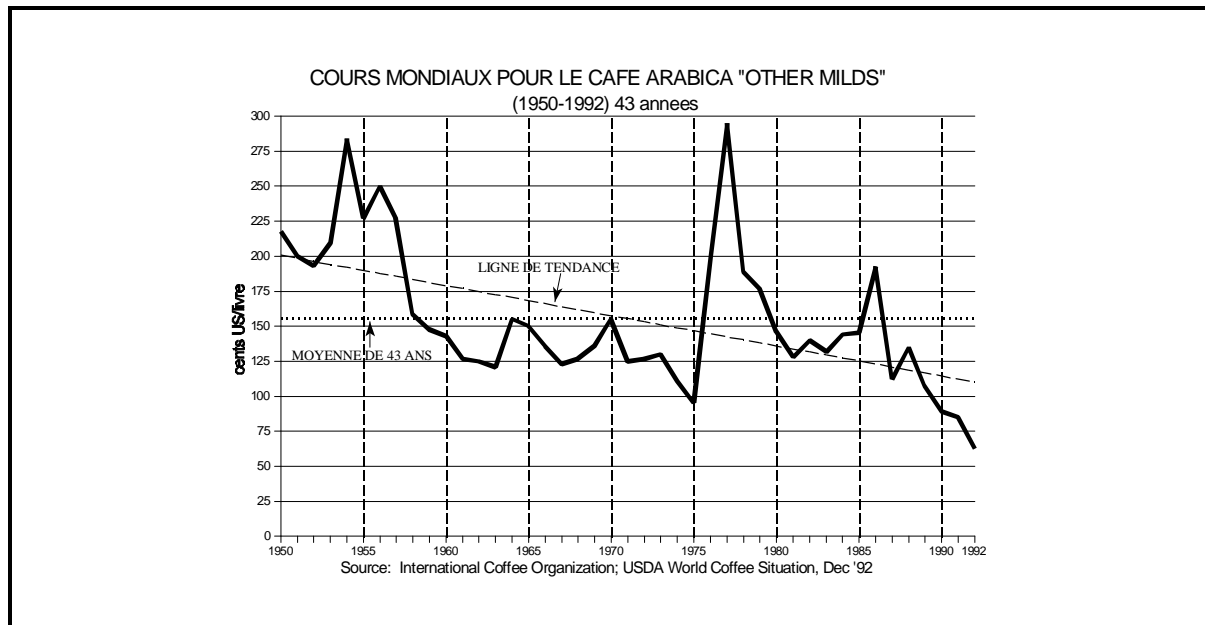


Figure 5: Cours mondiaux du café Arabica "Other Milds", 1950-1992

calamiteuses dans des régions clés de production caféicole au Brésil.

Les deux périodes furent suivies par des "ajustements", ramenant sensiblement les prix en-dessous (année 1958), ou environ à l'équivalent (année 1981) à ceux qui prévalaient au cours des années précédant la hausse des prix. D'année en année, les changements peuvent être substantiels et en moyenne le prix moyen de chaque année diffère de celui de l'année précédente d'au moins 25 cents/livre. Il fut une période relativement stable des prix, même s'ils étaient dans un sens décroissant, de 1960 à 1975, mais des deux cotés de cette période, le marché est plus caractérisé par des fortes fluctuations. La

figure 6 présente des données mensuelles pour les années 1990 jusqu'au premier trimestre de 1993, qui montrent une légère amélioration vers la fin de cette période. On espère que cette amélioration devrait continuer

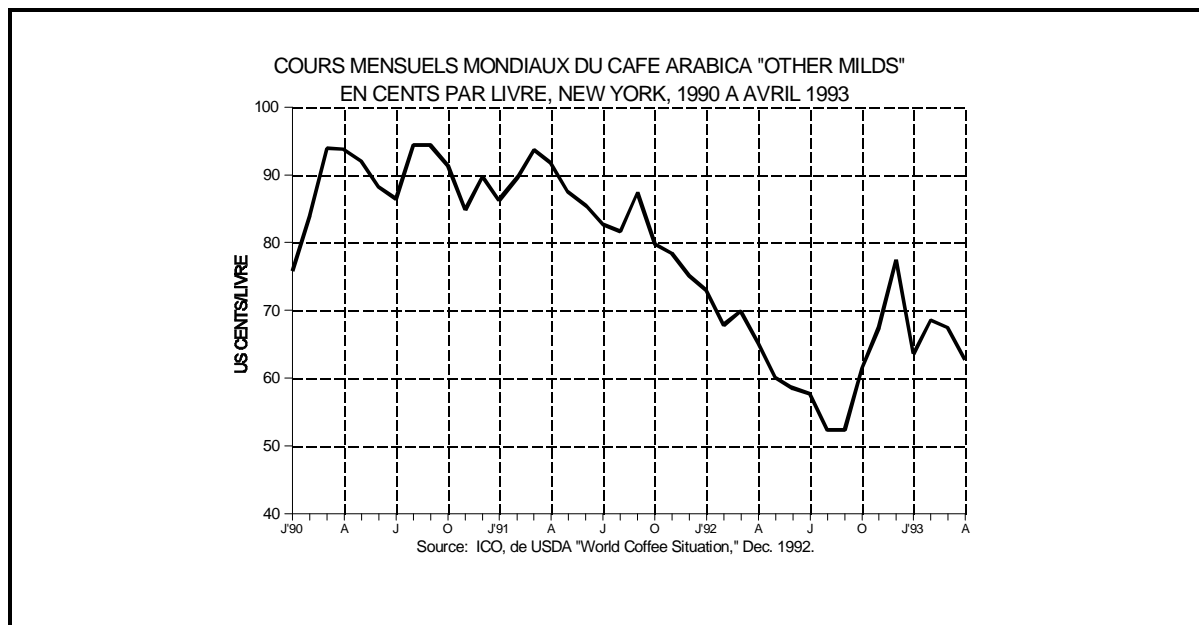


Figure 6: Cours mensuels mondiaux du café Arabica "Other Milds" de janvier 1990 à mars 1993, à New York

puisque les pays producteurs ont signé des accords pour geler une partie de leurs exportations.

Les résultats

Mais ceci arrive un peu tardivement pour l'économie rwandaise en général, et le budget gouvernemental en particulier, tous les deux grignotés par le marché extérieur. Une hausse des prix mondiaux peut aider le gouvernement à juguler les paiements déficitaires aux producteurs de café. Ces paiements, comme on peut le voir à la figure 7 sont devenus extrêmement élevés au cours des dernières années.

Il est à noter que les paiements déficitaires sur le café effectués comme partie du programme de stabilisation ont atteint leur point culminant, 4 milliards de FRW, en 1990, l'année (au dernier trimestre) où le franc Rwandais fut dévalué. Les prix mondiaux du café, plus bas qu'ils ne l'ont jamais été,

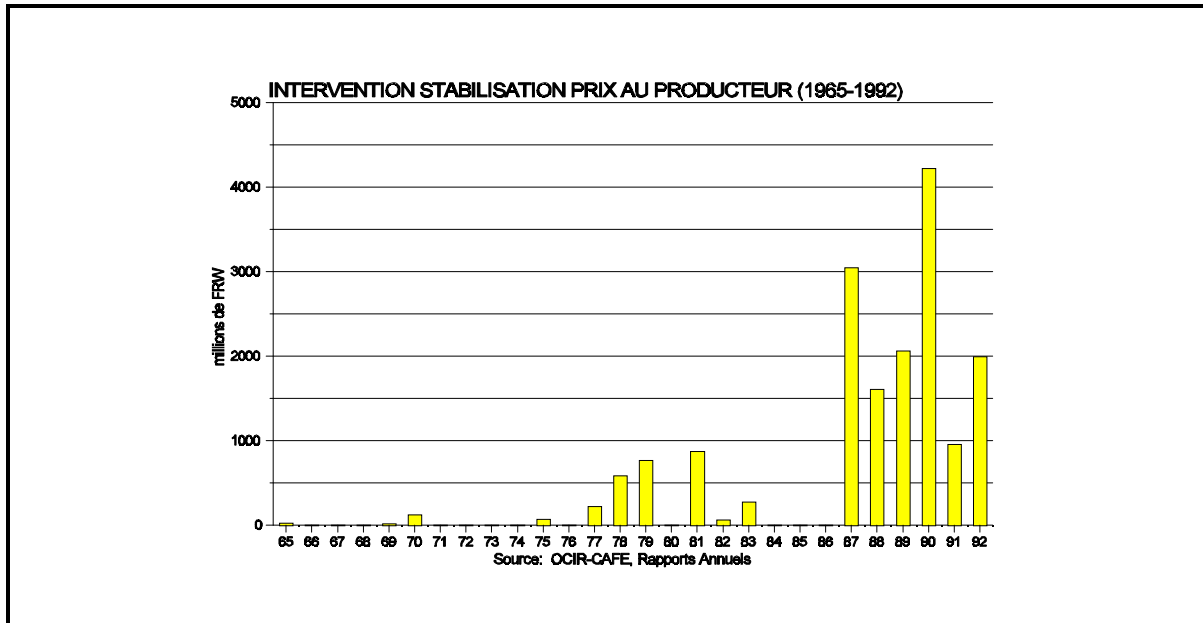


Figure 7: Intervention stabilisation prix au producteur au Rwanda, 1965-1992

une monnaie relativement forte, et des prix fixes élevés aux agriculteurs ont contribué aux énormes déficits du sous-secteur. La correction a duré une année: les subsides furent réduites par un facteur de plus de 4 en 1991 en dépit des prix mondiaux assez bas. Vers 1992, comme les autres facteurs commençaient à refléter les prix élevés des intrants importés--carburant, véhicules, pièces de rechange, etc.--les coûts intermédiaires commencèrent à monter, augmentant la différence négative entre le coût domestique et la valeur à la frontière, et avec elle les paiements déficitaires du gouvernement aux paysans. La figure 8 illustre la situation financière du fonds de

stabilisation tel qu'il apparaît aujourd'hui par rapport au passé. Les deux points les plus évidents sont: Premièrement, ce qui initialement était un programme viable de stabilisation est devenu au cours des dernières années, un programme de soutien du prix aux caféiculteurs. Deuxièmement, le paiement

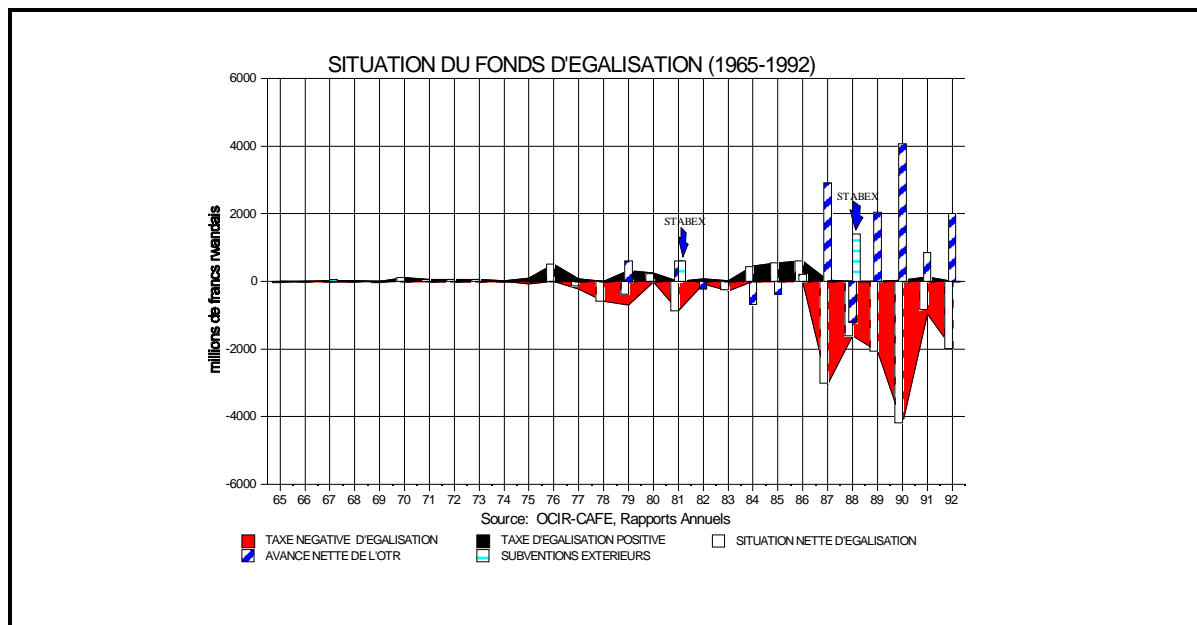


Figure 8: Situation du Fonds d'Egalisation de la filière café au Rwanda, 1965-1992

déficitaire fourni via le fond de stabilisation n'a été possible que par d'énormes transferts du trésor national et du fond Stabex de la Communauté Economique Européenne pour la stabilisation des recettes à l'exportation.

Discussions

1. Les paysans déclarent que les restrictions sur l'arrachage de caféiers n'a qu'une influence minime sur leur décision d'arracher leurs caféiers au prix actuel. Sur base de ces affirmations, l'abolition des contrôles pourrait entraîner une baisse de la production de 5% suite à l'élimination des caféiers et au manque d'entretiens des caféiers restants. Ceci semble découler du fait que les décisions actuelles ne sont pas basées sur les réglementations mais plutôt sur la conjoncture économique. Il semblerait que la plupart des paysans croient qu'il n'est plus défendu d'arracher les caféiers.

L'aspect négatif de maintenir les contrôles ou le défaut d'informer les agriculteurs des changements des politiques peut se traduire comme suit: 1) Que certains paysans ne cultivent pas le café à cause des risques accrus d'amendes s'ils décident que la culture du café n'est pas dans leur avantage dans le futur; 2) Les effets négatifs possibles sur la capacité des agents du Ministère dans leur rôle de vulgarisateur s'ils sont réputés être aussi des policiers; 3) Paraître exiger des paysans qu'ils agissent dans un sens qui n'est pas dans leur intérêt peut influencer leur position envers le

gouvernement; 4) l'ambiguïté du statut de la réglementation régissant les pratiques caféicoles facilite la corruption de la part des agents responsables de la perception des amendes; ils peuvent exiger les paiements sans transférer les fonds au trésor public.

2. Sur base des réponses des paysans aux questions relatives à leurs réactions concernant les prix du café rabaissés, on constate une grande réticence à arracher leurs caféiers. Les questions posées concernaient les prix actuels. Les paysans déclaraient en 1991 que la réponse à un prix de 80 FRW (comparé au prix officiel de 115 FRW) serait d'arracher des caféiers produisant 20% de la récolte annuelle. Quatre-vingt FRW représentaient environ la valeur par kilogramme du café sans paiements déficitaires aux paysans en 1990. Les paiements déficitaires (subventions) requis pour supporter les 115 FRW du prix officiel étaient de plus de 4 milliards de FRW en 1990.

Quatre arguments possibles peuvent être avancés pour effectuer les paiements déficitaires qui représentaient un sérieux prélèvement sur le budget de l'Etat.

- A. Les paiements représentent un retour de l'argent que les agriculteurs ont versé involontairement dans un fond mythique de stabilisation des prix. Le gouvernement a saisi des revenus substantiels de la filière café (taxes) lorsque les prix étaient plus élevés (les années 1975-77). Doit-il les remettre aux agriculteurs? Pour le moment il n'existe aucun fond destiné à cette fin.
- B. Offrir aux paysans un prix plus élevé que la valeur du café sur le marché mondial fait que certains paysans continuent aujourd'hui la production du café qu'ils auraient pu abandonner à cause d'un jugement erroné concernant les prix futurs du café. La seule certitude concernant les prix du café dans le futur c'est qu'ils seront variables. La tendance à long terme des prix du café a été descendante. Bien que ces prix seront probablement plus élevés un jour, on n'est malheureusement pas en mesure de préciser quand.
- C. Les bénéfices des recettes en devises provenant du café, qui n'aurait pas pu être produit sans les paiements déficitaires, excèdent les coûts. (Les coûts d'opportunité de l'usage du Fonds).

Les recettes nettes en devises qui auraient été perdues semblent bien minimales. L'ampleur de la perte dépend des hypothèses, notamment en ce qui concerne la source de financement. En tout cas, la perte maximale aurait été de moins de 3 millions de dollars.

Le paiement déficitaire change les prix relatifs et les incitations à la production et à la commercialisation du café. Les données ne sont pas disponibles pour indiquer tous les ajustements qui pourraient réduire la perte nette en devises. L'évidence montre qu'une grande quantité du commerce frontalier n'est pas enregistré officiellement. Par exemple, les données de la DSA indiquent que des quantités substantielles de haricots sont informellement importées. Au cours d'une enquête, les paysans ont déclaré que les haricots étaient la seconde culture après la banane qui est la plus probable pour remplacer

le café. Sans paiements déficitaires, on devrait s'attendre donc à une moindre importation de haricots, ce qui ferait gagner plus de devises par la substitution de l'importation.

- D. Les paiements déficitaires peuvent être considérés comme des paiements destinés à compenser la surévaluation de la monnaie. Ceci semble avoir été pertinent en 1990 avant que la réforme monétaire comprenant la dévaluation entre en vigueur. A noter la comparaison des paiements déficitaires entre 1990 et 1991 (voir figure 7, en haut).³

3. Les paysans qui affirment qu'ils abandonneraient la culture du café au prix de 80 FRW le kilo semblent être relativement moins adaptés à la production du café. La réduction des risques de faillite du marché pour les paysans les mieux adaptés à la production caféicole pourrait contribuer à une meilleure spécialisation et un plus grand usage des ressources agricoles. Des marchés sûrs pour les patates douces, par exemple, peuvent augmenter les investissements efficaces. Les données de la DSA montrent des différences substantielles entre les rendements relatifs (ex. les rendements de café divisée par les rendements des patates douces) et parmi les régions, ce qui suggère que la spécialisation et le commerce pourraient augmenter le revenu réel, tout dépendant bien sûr des frais des transactions.

4. Le niveau des paiements déficitaires et du déficit budgétaire pour le café en 1991 a été grandement réduit par la dévaluation monétaire. Les résultats sur la politique caféicole étaient qu'un sac de café vaut plus en FRW aujourd'hui. Les paysans ont été payés en une monnaie qui coûte moins de denrées. Ils reçoivent pour leur café une valeur plus proche de la valeur sur le marché, même si le taux parallèle du FRW par rapport au dollar est plus élevé.

Ceci soulève la question des politiques de base: Y a-t-il une raison de fixer un prix officiel alors que la politique est d'éliminer les paiements déficitaires? Il y a des indicateurs fournis par les données d'une enquête DSA qui montrent la réaction au prix nominal. Le prix officiel pourrait avoir des implications politiques. Il peut réduire le risque pressenti. Si la fixation d'un prix officiel pour le café est jugée souhaitable parce qu'elle réduit les risques pressentis, ou des implications politiques négatives, ce prix doit-il être fixé au niveau consistant avec les valeurs attendues du café sur le marché international? Si non, quoi faire?

De même, y a-t-il une justification et une capacité à maintenir un programme modeste de stabilisation des prix?

5. Quelle est la réaction probable des paysans à la continuation de soutenir des prix aux niveaux actuels? Les questions concernant la production continue de café sont posées en termes des prix actuels. Bien qu'il soit difficile de trouver l'indice vrai représentant ce que les paysans achètent, une indication des prix réels est obtenue par l'ajustement des prix reçus

³ Il faut noter l'usage de l'expression "paiement déficitaire" au lieu de "subside". Ceci pour reconnaître que le paiement peut être compensatoire pour d'autres conséquences des politiques. Le paiement à un exportateur en compensation d'un taux de change surévalué est-il un subside?

divisés par l'indice général du prix au consommateur (Ngirumwami, 1992 et Miniplan, 1993). Comme le montre la figure 2 (ci-dessus) le prix réel indiqué au niveau de l'exploitation est en déclin depuis 1977. Un sac de café coûterait en 1991 seulement la moitié des denrées qu'il aurait coûté en 1980 et un paysan qui fait la rétrospection il y a 10 ans (1980) se trouve en droit d'espérer des prix futurs au moins similaires à ceux de 1980.

Au cours d'une enquête envers les caféiculteurs, ces derniers ont déclaré que les bananes, les haricots, le manioc et les patates douces étaient les cultures qu'ils aimeraient mettre dans les champs libérés par l'abandon du café. Le plus frappant dans les données qui montrent les prix relatifs (nombre de kilos de ces produits qui peuvent être achetés avec l'argent provenant de la vente d'un kilo de café), c'est la grande variabilité de ces denrées en quantités pouvant être achetées avec un kilo de café vendu. Ceci montre que la culture du café est une voie incertaine d'assurer l'approvisionnement du ménage en vivres.

Quoique de manière beaucoup moins évidente, les quantités de ces denrées pouvant être achetées par la vente d'un kilo de café a une tendance légèrement descendante. Cependant, il apparaîtrait que le café n'est que très légèrement moins compétitif en tant que source de revenu comparé à ces quatre cultures qu'il ne l'était dix ans plus tôt. Si la compétition entre ces cultures en tant que sources de revenus est un facteur clé pour la culture du café, ces données ne prédisent pas de changement remarquable. Si la compétition en ressources est entre la production du café pour revenu et la production de ces autres cultures pour leur valeur en autoconsommation, la réponse est moins claire et demande une analyse plus approfondie.

6. Ce qui est aussi particulièrement significatif, c'est que la décision de dévaluer la monnaie et d'éviter d'effectuer les paiements déficitaires en payant pour le café une moindre valeur semble n'avoir eu qu'un effet insignifiant sur la valeur des denrées pouvant être acquises par la vente d'un kilo de café ou sur la moyenne des prix du marché entre le café et les cultures étroitement compétitives. Le prix relatif du café semble être resté presque constant mais a connu une baisse légère entre 1990-1992.

En ce moment, on ne sait pas très bien pourquoi les paiements déficitaires et les déficits budgétaires ont augmenté de 91 à 92 en l'absence d'une monnaie surévaluée (ou l'était-elle ?) et qu'il n'y a pas eu de hausse de prix réels chez les paysans. Bien entendu il peut y avoir eu des problèmes avec les indices des prix. Mais probablement cette hausse dans les paiements et les déficits était due à la hausse des autres facteurs de production/transformation de café--transport, usinage, assurance, etc.

7. Les questions les plus fondamentales concernent les politiques de soutien des prix du café à longue échéance. Le café est-il un produit approprié pour ce qui est essentiellement une politique industrielle; c.à.d. une politique de promotion du café de manière à encourager sa production par rapport aux autres cultures ou aux dépendants d'autres secteurs de l'économie? Il existe des innovations dans le sous-secteur du café qui peuvent, à moyen terme, augmenter les recettes des producteurs et faire gagner des devises supplémentaires.

Les suggestions comprennent de meilleurs entretiens, un meilleur triage, l'attribution des primes d'encouragement pour la qualité supérieure, les ventes aux enchères, la pratique des variétés améliorées, etc.